

Incivilités et violences à l'égard des **travailleur-ses du sexe / prostitué-es trans*** dans le quartier Yser

Étude des expériences des femmes trans* dans le cadre de la prostitution de rue à Yser



Rendre compte des incivilités et violences observées et vécues par les travailleur-ses du sexe / prostitué-es à Yser

Cette étude vise en premier lieu les travailleur-ses du sexe/prostitué-es trans* exerçant en rue à Bruxelles-Ville. Elle ajuste sa focale sur le quartier Yser, en proie à une série de conflits que certains acteurs lient, entre autres, à la prostitution. Parce qu'ils et elles sont moins accessibles, à l'intersection de plusieurs stigmates, les témoignages sur les nuisances liées aux incivilités et violences dans ce quartier sont rarement livrés par les TDS elleux-mêmes et n'en offrent donc, habituellement, qu'une image partielle.

Pour établir une base empirique, des témoignages ont été récoltés auprès de ceux-celles-ci. La recherche vise à nuancer les débats qui entourent la prostitution à Yser grâce aux témoignages des premier-es concerné-es, mais aussi à mieux appréhender leur vulnérabilité. Ceci implique de distinguer ces vulnérabilités selon qu'elles soient liées à la prostitution, la transidentité, le parcours migratoire; et à préciser la nature des différentes incivilités et/ou violences subies.

CONTEXTE



Méthodologie

D'un point de vue spatial, le terrain de recherche comprend les rues décrites dans l'article premier du règlement communal de la ville de Bruxelles de 2017, ainsi que le Boulevard Albert II.

D'un point de vue méthodologique, le travail de recherche se base tant sur la littérature et la documentation existantes (articles scientifiques, sites internet, règlements en vigueur...) que sur un travail empirique via des entretiens qualitatifs. Le nombre de recherches abordant cette thématique, à cet endroit précis et du point de vue des TDS étant limité, l'aspect empirique occupe une place prépondérante. Il se présente e comme suit :

- Observations de terrain : 26 observations ont eu lieu entre juillet 2020 et janvier 2021, réalisées dans le cadre du travail de rue la nuit mené par Alias (17 moments) et lors d'observations de terrain en journée (9 moments).
- Entretiens de contexte : 13 interviews de contextualisation ont eu lieu, avec quelques habitant-es et une dizaine d'organisations du quartier.
- Entretiens avec le public cible : 17 interviews ont été effectuées auprès du public cible. Ces témoignages forment la partie centrale de la recherche.

A propos d'Yser

Un lieu en pleine évolution

Depuis quelques années, on observe à Yser une série de transformations qui impactent le bâti et la population qui compose le quartier. Si les ménages aux revenus modestes pouvaient autrefois s'y loger pour un prix modique (dans un cadre souvent délabré), les logements s'adressent aujourd'hui à une clientèle jeune, disposant d'un budget plus élevé et pour une taille de ménage plus restreinte. Les commerces suivent une évolution identique : petits et grands bistrotts plus branchés, galeries et lieux de culture voient le jour et apportent les divertissements nécessaires aux nouvelles populations. Les autres lieux s'étiolent : anciens lots industriels, salle Nepomuc, cafés accessibles (aux ménages à revenus limités et personnes concernées par la prostitution), fermeture de deux hôtels de passe suite à la surtaxation des hôtels du quartier.

Des acteurs multiples

Les habitant-es et les différents acteurs d'Yser n'ont pas toutes et tous le même regard sur le quartier. On retrouve parmi ces personnes une majorité silencieuse qui ne se positionne ni pour, ni contre la prostitution et entretient des relations bienveillantes avec le comité Alhambra comme avec les personnes qui pratiquent la prostitution. Quelques

initiatives incluent délibérément les TDS, souvent dans le but d'instaurer un dialogue sur la prostitution, de sensibiliser autour des thématiques qui en découlent ou d'intégrer les TDS aux activités du quartier, au-delà du travail du sexe.

On constate aussi une intense présence policière, sans que cela n'entraîne pour autant une prise en charge des violences subies par les TDS qui travaillent dans ce secteur.

Un comité local: le Comité Alhambra

Le comité Alhambra articule son discours autour de l'incompatibilité entre la prostitution et la fonction résidentielle du quartier. Pour étayer cette position, il a produit une documentation fournie autour d'une prostitution qualifiée de "sauvage". Cette documentation inclut, entre autres, une série de fragments audiovisuels qui exposent des TDS, visant à démontrer les nuisances perçues par le comité. Ce dernier se mobilise pour une meilleure qualité de vie et une occupation du territoire défavorable à la prostitution. Dans la pratique, cela se traduit par de très nombreuses sollicitations vis-à-vis des autorités publiques, pour leur partager leur vision du quartier. Pour le comité, la question n'est plus de favoriser une meilleure entente entre les différents publics d'Yser : un fossé qui ne rend plus possible le dialogue avec les TDS et les associations. Loin de représenter l'intégralité des habitant·es du quartier, le comité dispose pourtant d'un accès privilégié aux concertations publiques, ce qui confère à leurs actions un impact considérable.

Des politiques publiques

Suite aux évolutions du quartier et aux revendications du comité Alhambra, une série de mesures ont été prises par les pouvoirs publics. On y distingue quatre outils majeurs: les règlements communaux, la création d'un poste transversal visant la tranquillité publique, la consultation à travers une plateforme de concertation (la PICEP) et les actions policières. Les concertations ont cessé, mais les services publics restent à l'écoute du comité Alhambra et des réponses politiques et policières leur sont régulièrement accordées. En revanche, le dialogue avec les associations qui accompagnent les personnes concernées par le travail du sexe / la prostitution ne s'est pas développé avec autant de succès, encore moins depuis l'arrêt des concertations de la PICEP.

On observe que la sécurité n'est pas garantie de la même manière aux différents publics présents à Yser. Ainsi qu'un écart entre la vision politique selon laquelle la prostitution ne devrait plus exister dans un futur proche, et la situation actuelle où elle reste d'une réalité palpable.

A propos de la prostitution de rue à Yser

Les évolutions récentes

La prostitution n'est pas un phénomène récent dans le quartier. Ce qui change depuis quelques années, ce sont les politiques et les publics, et les nouvelles dynamiques qui en découlent. Parce qu'on les considérait comme nuisibles au cadre de travail du quartier Manhattan, on a repoussé les femmes trans* qui y proposaient des services sexuels vers l'intérieur des rues du quartier Yser. Cela a obligé les TDS cisgenres originaires des pays d'Europe de l'Est et les TDS trans* à cohabiter avec les femmes cisgenres belges et ouest européennes, qui occupaient déjà les rues résidentielles. Au sein des TDS trans*, on observe différentes origines. Aux TDS trans* originaires d'Amérique du Sud se sont progressivement ajoutées des personnes originaires du Maghreb, du Moyen-Orient, et plus tard des pays d'Europe de l'Est, le tout avec une entente fluctuante entre les différents groupes, ou avec les riverain·es.

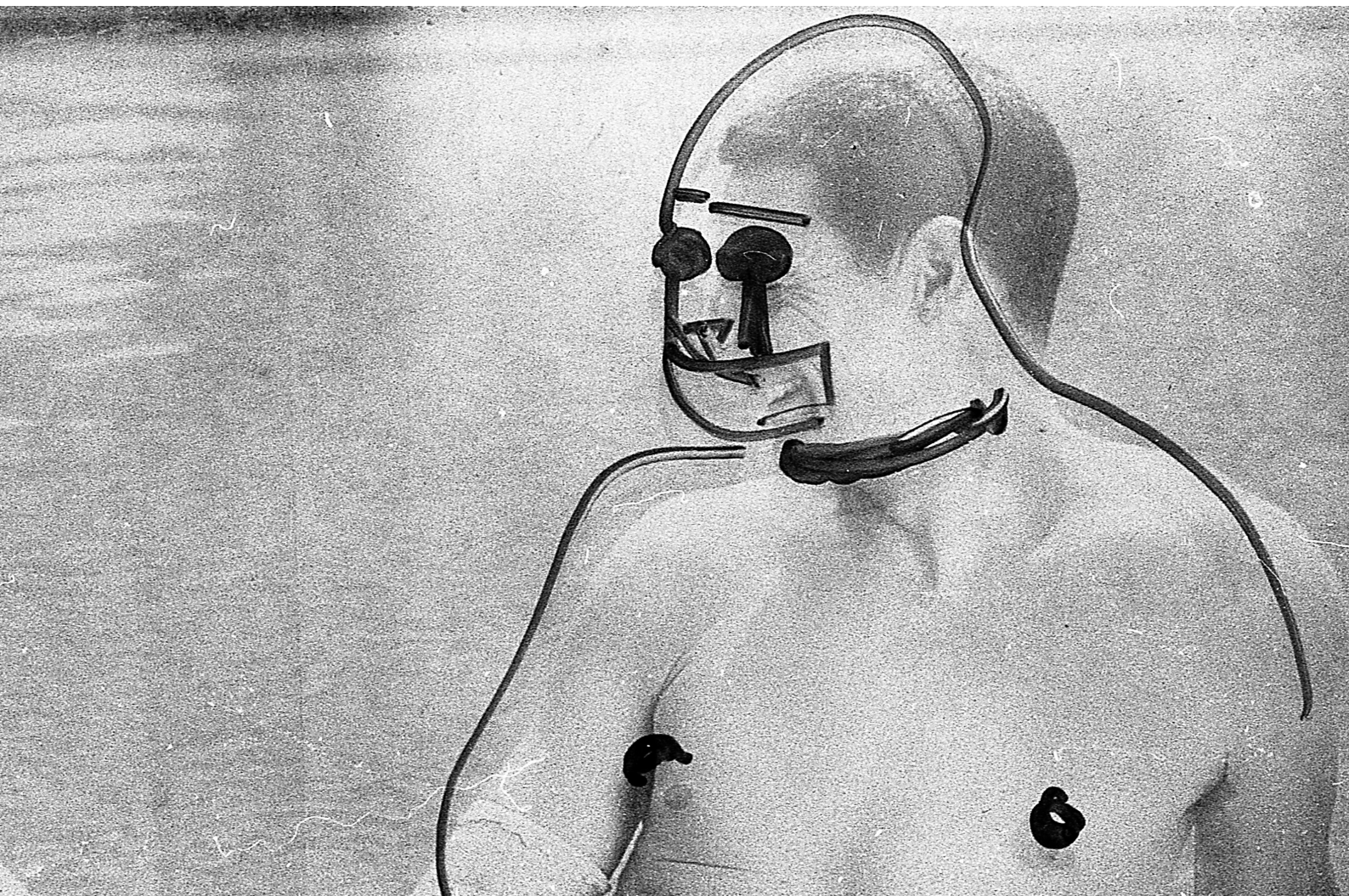
La précarisation des personnes qui y ont recours

Yser offre un cadre de travail défavorable aux TDS. Certaines répondantes mentionnent une détérioration des conditions de travail les poussant vers d'autres formes de prostitution. Ordres de quitter le territoire, augmentation des consommateurs de substances psychoactives dans l'espace public, baisse des prix et pratiques à risques ou encore conflits de territoire sont autant de facteurs de la dégradation des conditions d'exercice pour cette forme de prostitution qui rassemble pourtant déjà les profils les plus vulnérables. La situation actuelle est vectrice de fortes tensions et de risques qui affectent les TDS en tout premier lieu.

Des violences peu documentées, donc peu visibles

Outre le fait que les TDS portent difficilement plainte, cartographier les faits de violences à l'encontre des TDS trans* est épineux pour deux raisons. D'abord, les PV de police ne distinguent pas les victimes cisgenres des victimes transgenres. Ensuite, le système de traitement des données ne propose pas de catégorie spécifique pour les travailleur·ses du sexe / prostitué·es. Analyser la récurrence des violences faites aux TDS trans* dans les données disponibles est donc impossible.

LES ENTRETIENS



L'échantillon

- Nombre : 17 personnes travaillant dans le quartier ont été interviewées : 14 au moyen d'entretiens individuels et 3 d'un entretien groupé. L'âge moyen des répondantes était de 42 ans.
- Genre : la plupart se considère comme femme (10 réponses), 3 personnes se définissent comme femme trans, et 2 personnes ont adopté des concepts plus flexibles de leur genre, sans le traduire en mots précis.
- Statuts : la plupart des participantes ne sont pas affiliées à la sécurité sociale et, au moment de l'entretien, aucune n'avait un emploi, déclaré ou non-déclaré, autre que la prostitution.
- Logement : parmi les répondantes, on distingue les personnes louant leur propre appartement; les colocations entre TDS; et les personnes qui n'ont pas leur propre lieu et sont logées temporairement chez d'autres personnes.

Les formes de violences et leurs auteur·rices

Insultes, projectiles, menaces relèvent d'une pratique régulière. Presque tous les témoignages rapportent ce genre d'agressions, de manière quotidienne pour les insultes, et de manière très fréquente pour les objets jetés, etc. Des attaques au couteau ont également été mentionnées à plusieurs reprises. Les insultes visent leur identité de genre ou l'exercice du travail du sexe.

Badauds malintentionnés – Cette première catégorie est vaste et les violences associées sont graduelles : regards méprisants, moqueries et agressions en raison du travail du sexe ou de la transidentité de la part de personnes ayant bu et/ou consommé.

Consommateurs et gens qui traînent – Plusieurs participantes mentionnent vols, insultes, incivilités (déchets, détritus, nuisance sonore), intimidations envers les clients témoignent d'un partage de l'espace problématique.

Les jeunes – Ils passent en mobylette ou à vélo pour leur jeter des objets ou des liquides, se promènent à pied pour les tabasser. Ils se vantent de leurs agressions et les diffusent sur les réseaux sociaux.

Habitant·es du quartier et Comité alhambra – On distingue des formes différentes d'intimidation : pressions psychologiques (les TDS sont insultées, filmées, exposées sur les réseaux sociaux), violences physiques (coups, attaques au bâton, balais, jet de pierres, de bouteilles, d'eau depuis certains immeubles), menaces latentes (pression sur les bailleurs qui louent un appartement aux TDS, sur les cafés et les pouvoirs publics) et initiatives détournées (la valorisation d'un quartier résidentiel impliquant l'abolition de la prostitution).

Police – La relation est compliquée avec la police, car les agent·es détiennent le pouvoir d'interdire aux TDS de travailler, ce qui représente une violence économique pour plusieurs d'entre elles. Amendes, contrôles d'identité, peur d'être embarquée, de passer la nuit en cellule ou d'être expulsée perturbent les TDS dans la poursuite de leur travail.

D'autant plus pour celles qui ne possèdent pas de titre de séjour en Belgique. Quand un incident nécessite une intervention policière, il est fait mention du manque d'intérêt de la police lorsque les victimes sont TDS. Quelques témoignages parlent de non-assistance à personne en danger.

Travail du Sexe – Aux conflits internes qui traversent tant la communauté des TDS trans* que celle des TDS cis-génères, s'ajoutent les bouleversements dans la répartition de l'espace entre les deux groupes, qui confrontent les TDS trans* à des comportements LGBTQI+phobes et mènent à des conflits de territorialité, jusqu'à occasionner des tensions avec les proxénètes. Attaques physiques, au couteau, insultes et actes d'intimidation dirigés contre les TDS trans* et contre leurs clients, en raison de leur identité de genre et/ou de leur orientation sexuelle présumée. Extorsions financières, rackets, insultes, pressions psychologiques, agressions physiques, fausses accusations, argent contre protection ou contre une place s'apparentent à des relations de proxénétisme entre TDS.

Clients – Ce qui précède contraint certaines participantes à accepter des clients qu'elles auraient refusés dans des circonstances meilleures. Négociation abusive du prix, extorsion de l'argent après avoir effectué le service, pratiques à risques, menaces, extorsions et fausses accusations reviennent souvent dans les entretiens.

Certains clients continuent d'être une grande source de danger pour les TDS. Cela se caractérise par des insultes, vols, destructions d'objets de valeur, menaces de divulguer l'activité prostitutionnelle de la personne, des nuisances sonores suscitant des réactions négatives de l'entourage, agressions physiques, humiliation, attouchements sexuels, viols, (...), pouvant aller jusqu'à la tentative, voire le meurtre de TDS. Certaines ont des traces, des blessures visibles, des impacts sur leur santé à long terme, des traumatismes. De manière encore plus extrême, certaines personnes circulent et abordent les TDS en faisant semblant d'être intéressées par leur service. Ces faux clients, pourvus de mauvaises intentions, exposent également fortement les TDS aux risques d'agressions variées.

CONSTATS



Traumas et tabous – certaines expériences liées à des traumas profonds sont abordées, certaines autres ne peuvent (ou ne veulent) pas l'être, car trop intimes ou liées à une souffrance trop forte.

Omniprésence des violences – « J'ai vécu tellement, mais tellement de choses », « C'est tout le temps », « C'est trop » sont des messages récurrents dans les témoignages. Submergées par la fréquence des situations de violences, le poids de celles-ci pèse au quotidien sur les participantes, entraînant fatigue et épuisement.

Frustration et impuissance – face aux violences, la marge de manœuvre des répondantes se limite à trois options : se défendre et craindre une revanche disproportionnée, demander de l'aide et se laisser stigmatiser (se tourner vers les institutions comporte le risque de voir leur stigmatisation entraîner humiliation, non-assistance ou inversement de la culpabilité) ou subir pour éviter le pire.

Sentiment d'inaccessibilité à l'aide – des propos tels que « personne ne te protège » reviennent et reflètent l'isolement que les participantes ressentent, l'obligation de se débrouiller seules face aux violences.

Banalisation du vécu – la quotidienneté des violences entraîne l'apparition, chez les TDS qui les subissent, d'un discours articulé autour de la "normalité" : normal d'être insultée, normal d'être frappée, normal que la police ne réponde pas aux appels d'aide, normal de recevoir des objets divers sur la tête, etc.

État d'urgence vs. Répression structurelle – sur la totalité des violences et incivilités vécues, la proportion de celles qui sont effectivement signalées est faible. Les situations qui menacent directement et de manière urgente des besoins de base (santé, logement, alimentation) sont plus facilement communiquées que les faits de violence.

Amitiés coûteuses – il est fait mention d'amies qui se soutiennent et se retrouvent entre elles pour un repas le soir, mais aussi d'amies qui en protègent d'autres moyennant une intervention financière, ou qui proposent à la location une chambre, un canapé à un prix exorbitant. Les "amitiés" vont donc parfois de pair avec extorsions.

Souhait d'indépendance et mépris sociétal – le mépris sociétal s'incarne dans l'association fréquente entre TDS et déviance ou profit. Plusieurs participantes réfutent explicitement de telles images, refusent de dépendre de l'aide sociale, résistent à la petite délinquance et envisagent le travail du sexe comme unique possibilité de travailler et d'être indépendantes.

Accumulation de stigmates – les profils plus fragiles, qui cumulent plusieurs vulnérabilités ou stigmates (TDS, migrants, consommateurs, sans domicile fixe...) s'exposent à davantage de violence.

Surexposition – suite à la succession de fermetures des lieux tolérants les TDS, celles-ci sont davantage exposées dans la rue. Cela a des conséquences considérables sur leur sécurité, et sur leur exposition aux yeux de tous, habitant·es et voisin·es inclus·es.

Lieu de reconnaissance – le quartier Yser est un lieu de violence et de prostitution, mais paradoxalement, c'est aussi l'un des seuls endroits où les participantes peuvent afficher leur identité.

Transphobie et stigmatisation du travail du sexe – la transphobie traverse leur vie à de multiples endroits, de la fuite du pays d'origine à l'obligation de travailler en tant que TDS, en passant par les violences particulières qu'elles subissent en raison de leur apparence de trans* ou de leur activité de TDS.

Restrictions dans l'espace

- Mobilité urbaine : se déplacer à travers la ville en affichant son identité de genre ne va pas de soi. L'acceptation au quotidien dépend aussi du lieu et du contexte, et a pour conséquence que certaines ne se sentent pas à l'aise à certains endroits.
- Accès discriminatoire : certains cafés appliquent une politique explicite de tri parmi leurs client·es en refusant l'accès aux TDS.

Droit à l'intégrité physique – les participantes ont conscience qu'une situation qui dérape, une personne malintentionnée, sont autant de situations qui peuvent leur coûter la vie. La crainte de ne pas rentrer chez elles saines et sauvées les accompagne constamment.

Déshumanisation, respect et dignité – les participantes se demandent si elles valent moins, voire rien, dans une société qui « traite mieux les chiens ». La déshumanisation et la LGBTQI+phobie dont elles sont régulièrement la cible les obligent parfois à rappeler qu'elles sont également des êtres humains.

Venir pour « trouver la paix » – les TDS sont souvent perçues comme des déclencheurs d'incivilités ou violences. Pourtant, c'est précisément l'inverse qu'elles recherchent. Pour la presque totalité des personnes issues de la migration, il s'agit de retrouver une vie tranquille, de pouvoir exister sans devoir craindre pour leur (sur)vie.

REVENDEICATIONS DES PARTICIPANTES

Le respect des transidentités

Les répondantes revendiquent, dans le cadre de leurs activités à Yser, le droit au respect de leur genre par les passant-es, policier-es et habitant-es pour créer un cadre de vie digne. De même, elles revendiquent le droit à l'écoute et à l'accès aux forces de police, comme les autres citoyen-nes.

Plus largement, l'acceptation et le respect de la société leur permettrait d'accéder au marché du travail et, le cas échéant, aux droits sociaux.

Aide et accompagnement des publics vulnérables

En dehors de la mise en place d'aides spécifiques pour les TDS, les participantes plaident pour une différenciation des problématiques et des publics présents à Yser. Plusieurs témoignages soulignent l'importance d'aider les (autres) publics vulnérables présents : support pour des personnes avec des problèmes psychiques, accueil ou lieu adapté pour les consommateurs de drogues contribueraient à un environnement plus sûr pour tous-tes. Les incivilités associées nuisent à leur cadre de travail et l'amalgame qui les associe souvent à ces problèmes dérange les participantes.

En outre, il faudrait distinguer les différents besoins au sein des publics de TDS travaillant à Yser. Les priorités peuvent être très différentes et les mesures d'aide doivent tenir compte de multiples nuances : recherche de logement, parcours de sortie, régularisation du titre de séjour, prévention et réduction des risques en matière d'assuétudes, échapper à une situation de proxénétisme, ...

Les besoins d'infrastructures et de sécurité

Sur le lieu de travail, elles font état de la nécessité de disposer d'infrastructures adaptées et d'être moins exposées à la vue de tous et toutes pendant qu'elles travaillent. L'ouverture des hôtels est cruciale pour l'hygiène et la sécurité, mais aussi la discrétion (pour TDS et clients). Ils permettent en effet de limiter les confrontations avec les riverain-es, ainsi que les déchets et les nuisances sonores. Enfin, l'installation de mobilier urbain adapté a été évoquée, tels que des poubelles ou des toilettes pour femmes, afin de pouvoir maintenir la propreté de l'espace public. Ceci est d'autant plus important dans un contexte où elles doivent rester dans l'espace public puisque les alternatives (hôtels, bars) sont fermées ou leur refusent l'accès.

Des villes citées en exemple

Les TDS les plus mobiles citent d'autres villes, pour donner des exemples. En Belgique, Anvers est considérée comme une référence par quelques participantes. Dans plusieurs pays, les TDS sont enregistrés, même sans papiers, des places sont désignées et la police reste à proximité en cas de besoin. Les exemples du Drop-In au Luxembourg, et de l'abri d'urgence pour les TDS à Vancouver qui offrent un cadre d'accueil en dehors des moments de travail ont été cités par certaines participantes. Ces lieux proposent un accompagnement, permettent l'entraide et la convivialité, offrent des soins de santé et de réduction de risque et assurent un accueil de base. Néanmoins, concernant les alternatives proposées, il est important de considérer plus soigneusement les avantages et inconvénients des exemples cités.

L'asbl Alias travaille depuis 2009 auprès des hommes HSH (Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes) et des personnes trans* actif-ves dans la prostitution – le travail du sexe en Région de Bruxelles Capitale. Alias vise la promotion de la santé, l'accès aux soins et aux droits sociaux. Pour cela, elle développe des activités de travail de rue en ville, des permanences internet sur les sites d'escorting, des permanences médicales (dépistages IST/VIH, vaccins, PrEP), des permanences d'accueil, des activités collectives et communautaires, et elle propose un suivi individuel. L'offre d'Alias est intégralement anonyme et gratuite. Notre objectif est de répondre aux besoins et d'accompagner les demandes du public. Nous proposons aussi une expertise sur la prostitution HSH et des personnes trans* auprès de nos partenaires.

Colofon

Incivilités et violences à l'égard des travailleu-res du sexe/prostitué-es trans* dans le quartier Yser

Étude des expériences des femmes trans*

dans le cadre de la prostitution de rue à Yser

Chercheuse : Ana Daniela Dresler

Documentation photographique : Jean-Loup Dabe

Comité de pilotage : Agathe Kirchhoffer, Bruno Claeys, Katia Senden, Laurent

Van Hoorebeke, Alexandre Felix, Florine Merpoel, Sophie d'Aubreby

Bruxelles, Mai 2021

Avec l'appui de Bruxelles Prévention et Sécurité

